



## Conseil économique et social

Distr. générale  
19 novembre 2004  
Français  
Original: anglais

---

### Résolutions et décisions adoptées par le Conseil économique et social à la reprise de sa session de fond de 2004

(16 septembre et 5 et 11 novembre 2004)

---

*Note* : Le texte provisoire des résolutions et décisions adoptées par le Conseil à la reprise de sa session de fond de 2004 est distribué pour information. Le texte définitif sera publié dans le *Supplément n° 1 des Documents officiels du Conseil économique et social, 2004* (E/2004/99).



## Table des matières

### Résolutions

<i>Numéro</i>	<i>Titre</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	<i>Date d'adoption</i>	<i>Page</i>
2004/64	Conférence internationale sur le financement du développement	6 a)	16 septembre 2004	4
2004/65	Application du Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2001-2010 (E/2004/L.55)	6 b)	5 novembre 2004	6
2004/66	Stratégie de transition sans heurt pour les pays retirés de la liste des pays les moins avancés (E/2004/L.56)	13 a)	5 novembre 2004	8
2004/67	Rapport du Comité des politiques de développement sur sa sixième session (E/2004/L.57)	13 a)	5 novembre 2004	10
2004/68	Science et technique au service du développement (E/2004/31)	13 b)	5 novembre 2004	11
2004/69	Comité d'experts de la coopération internationale en matière fiscale (E/2004/L.60 et E/2004/L.61)	13 h)	11 novembre 2004	15

### Décisions

<i>Numéro</i>	<i>Titre</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	<i>Date d'adoption</i>	<i>Page</i>
2004/201 F*	Élections aux organes subsidiaires du Conseil économique et social et aux organes apparentés	1	16 septembre 2004	18
2004/318	Document examiné par le Conseil économique et social au titre de la coordination, du programme et de questions diverses	7 a) et b)	16 septembre 2004	19
2004/319	Charte des droits et devoirs économiques des États	13	16 septembre 2004	19
2004/320	Lieu et dates de la vingt-troisième session de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale	10	5 novembre 2004	19
2004/321	Dates et ordre du jour provisoire de la session ordinaire de 2005 et de la reprise de la session ordinaire de 2005 du Comité chargé des organisations non gouvernementales	12	5 novembre 2004	19
2004/322	Groupe consultatif ad hoc sur Haïti (E/2004/L.58/Rev.1)	7 d)	11 novembre 2004	21
2004/323	Coopération régionale (E/2004/L.59)	10	11 novembre 2004	21

<i>Numéro</i>	<i>Titre</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	<i>Date d'adoption</i>	<i>Page</i>
2004/324	Mise en œuvre des résolutions concernant la participation des membres associés de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes aux activités de suivi des conférences mondiales des Nations Unies et aux travaux du Conseil économique et social (E/2004/15/Add.2)	10	11 novembre 2004	22
2004/325	Recommandations du Comité d'experts de l'administration publique (E/2004/44)	13 g)	11 novembre 2004	22

\* Pour les décisions 2004/201 A et B, voir le document E/2004/INF/2; pour les décisions 2004/201 C et D, voir le document E/2004/INF/2/Add.1; pour la décision 2004/201 E, voir le document E/2004/INF/2/Add.2.

## Résolutions

**2004/64**

### **Conférence internationale sur le financement du développement**

*Le Conseil économique et social,*

*Rappelant* les résolutions 56/210 B de l'Assemblée générale, en date du 9 juillet 2002, 57/250, 57/272 et 57/273 en date du 20 décembre 2002, 57/270 B en date du 23 juin 2003 et 58/230 en date du 23 décembre 2003,

*Rappelant également* ses résolutions 2002/34 du 26 juillet 2002 et 2003/47 du 24 juillet 2003,

*Rappelant en outre* la résolution 58/291 de l'Assemblée générale, en date du 6 mai 2004, intitulée « Suite à donner aux textes issus du Sommet du Millénaire et application et suivi intégrés et coordonnés des textes issus des grandes conférences et réunions au sommet organisées par les Nations Unies dans les domaines économique et social »,

*Réaffirmant* l'engagement qu'il a pris de contribuer à la mise en œuvre du Consensus de Monterrey issu de la Conférence internationale sur le financement du développement<sup>1</sup>,

*Soulignant* qu'il importe de rester pleinement engagé, sur les plans national, régional et international, afin d'assurer comme il convient le suivi et l'application des engagements pris et des accords conclus à l'occasion de la Conférence internationale sur le financement du développement, et de continuer à établir des liens entre les organisations et initiatives de développement, de financement et de commerce, dans le cadre du programme de travail global de la Conférence,

*Prenant note* du dialogue engagé par toutes les parties prenantes dans le cadre de la réunion spéciale de haut niveau du Conseil avec les institutions de Bretton Woods et l'Organisation mondiale du commerce, tenue à New York le 26 avril 2004, à laquelle le Président du Conseil du commerce et du développement de la CNUCED a participé pour la première fois, comme demandé par l'Assemblée générale dans sa résolution 57/270 B, et se félicitant de la participation accrue de représentants des gouvernements à un niveau élevé, de hauts responsables intergouvernementaux et de dirigeants des principales parties prenantes institutionnelles au processus de Monterrey,

*Encourageant* la participation continue des organisations non gouvernementales et du secteur privé au processus de Monterrey et s'affirmant disposé à poursuivre son travail dans l'esprit novateur et participatif qui a caractérisé la Conférence internationale sur le financement du développement en renforçant le rôle du Conseil dans son interaction avec les organisations non gouvernementales et le monde des affaires, en application du paragraphe 9 de sa résolution 2003/47,

---

<sup>1</sup> *Rapport de la Conférence internationale sur le financement du développement, Monterrey (Mexique), 18-22 mars 2002* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.02.II.A.7), chap. I, résolution 1, annexe.

1. *Souligne* le lien qui existe entre le financement du développement et la réalisation des objectifs de développement convenus sur le plan international, y compris ceux énoncés dans la Déclaration du Millénaire<sup>2</sup>;

2. *Prend acte* de la note du Secrétaire général sur la cohérence, la coordination et la coopération dans le contexte de l'application du Consensus de Monterrey issu de la Conférence internationale sur le financement du développement<sup>3</sup>, élaborée en collaboration avec les principales parties prenantes institutionnelles et d'autres organisations, et du résumé établi par le Président du Conseil économique et social concernant la réunion spéciale de haut niveau du Conseil avec les institutions de Bretton Woods et l'Organisation mondiale du commerce, tenue à New York le 26 avril 2004<sup>4</sup>;

3. *Attend avec intérêt* la contribution que la prochaine réunion spéciale de haut niveau, qui se tiendra au printemps, apportera à la manifestation de haut niveau de 2005 sur la question du financement du développement, conformément aux modalités fixées par l'Assemblée générale à sa cinquante-neuvième session;

4. *Encourage* le Bureau du financement du développement du Secrétariat, conformément à la résolution 58/230 de l'Assemblée générale, en date du 23 décembre 2003, à continuer d'appuyer le processus intergouvernemental chargé de la suite à donner à la Conférence internationale sur le financement du développement et à continuer, dans le cadre de son mandat et avec la participation de toutes les parties prenantes, y compris le secteur privé, la société civile et les universités, à organiser des consultations et des ateliers afin d'examiner les questions relatives à la mobilisation de ressources visant à financer le développement et à lutter contre la pauvreté, et à organiser des ateliers, des tables rondes et d'autres activités en vue de promouvoir les pratiques les meilleures et l'échange d'informations sur la suite donnée aux engagements pris et aux accords conclus à l'occasion de la Conférence;

5. *Décide* que le Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat, en collaboration avec les secrétariats des institutions de Bretton Woods, l'Organisation mondiale du commerce, la CNUCED et d'autres parties prenantes institutionnelles, établira les documents qui seront examinés à l'occasion des réunions de haut niveau du Conseil au printemps et invite toutes les parties prenantes institutionnelles à présenter des rapports d'activité durant le premier trimestre sur les activités entreprises et prévues dans leurs domaines de compétence respectifs en ce qui concerne la mise en œuvre des différents composants du Consensus de Monterrey issu de la Conférence internationale sur le financement du développement<sup>1</sup>, étant entendu que les rapports constitueront un apport essentiel dans le cadre des préparatifs des réunions;

6. *Encourage* les commissions régionales, avec l'appui des banques régionales de développement, le cas échéant, et en coopération avec les fonds et programmes des Nations Unies, à continuer de renforcer leurs activités afin de prêter attention aux aspects régionaux et interrégionaux de la suite donnée à la Conférence internationale sur le financement du développement, dans le cadre de la résolution 58/230 de l'Assemblée générale, et à faire bénéficier de ses avis le

<sup>2</sup> Voir résolution 55/2 de l'Assemblée générale.

<sup>3</sup> E/2004/50.

<sup>4</sup> A/59/92-E/2004/73 et Add.1 et 2.

Dialogue de haut niveau sur le financement du développement ainsi que le Conseil à l'occasion de sa réunion de printemps;

7. *Encourage également* le Président du Conseil économique et social, en concertation avec les principales parties prenantes institutionnelles, à axer la réunion de haut niveau du printemps sur des questions précises, qui auront pour thème commun la cohérence, la coordination et la coopération au titre de la mise en œuvre du Consensus de Monterrey et s'intégreront dans la stratégie globale et concertée du Consensus, et à faire rapport sur la question au Conseil bien avant la réunion, et à cet égard souligne l'importance de la transparence et de l'esprit d'ouverture en ce qui concerne les États Membres;

8. *Souligne* qu'il importe de mettre en œuvre des politiques et des réglementations adaptées au niveau national, qui aillent dans le sens de la législation nationale afin de soutenir le dynamisme et le fonctionnement des entreprises de façon à encourager la croissance économique et à atténuer la pauvreté, tout en prenant acte du fait que le rôle des pouvoirs publics dans une économie de marché varie d'un pays à un autre;

9. *Prend note* des textes issus de la onzième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, tenue à São Paulo (Brésil) du 13 au 18 juin 2004, à savoir le Consensus de São Paulo<sup>5</sup> et le document intitulé « Onzième session de la Conférence – L'esprit de São Paulo<sup>6</sup> », qui contiennent des dispositions relatives à la suite à donner à la Conférence internationale sur le financement du développement, et prie la CNUCED de continuer à contribuer aux activités de mise en œuvre;

10. *Prie* le Secrétaire général d'établir un rapport sur le financement du développement et le rôle du secteur privé, en prenant en considération le rapport intitulé « Libérer l'entrepreneuriat : mettre le monde des affaires au service des pauvres<sup>7</sup> », et de le présenter à l'Assemblée générale pour examen à sa cinquante-neuvième session au titre des points de l'ordre du jour pertinents.

52<sup>e</sup> séance plénière  
16 septembre 2004

## 2004/65

### **Application du Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2001-2010**

*Le Conseil économique et social,*

*Rappelant* la Déclaration de Bruxelles<sup>8</sup> et le Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2001-2010<sup>9</sup>,

*Rappelant également* sa décision 2001/320 du 24 octobre 2001, par laquelle il a décidé d'examiner à chacune de ses sessions un point intitulé « Examen et

<sup>5</sup> TD/412, chap. II.

<sup>6</sup> TD/412, chap. I.

<sup>7</sup> Le texte intégral du rapport peut être consulté à l'adresse suivante : <<http://www.undp.org/cpsd/report/index.html>>.

<sup>8</sup> A/CONF.191/13, chap. I.

<sup>9</sup> A/CONF.191/13, chap. II.

coordination de l'application du Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2001-2010 »,

*Rappelant en outre* sa résolution 2003/17 du 22 juillet 2003 et sa décision 2003/287 du 24 juillet 2003, ainsi que la déclaration ministérielle du débat de haut niveau de sa session de fond de 2004 consacré à la mobilisation des ressources et la création d'un environnement propice à l'élimination de la pauvreté dans le contexte de l'application du Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2001-2010<sup>10</sup>,

*Prenant note* de la présentation par le Directeur général de l'Organisation internationale du Travail au cours de son débat de haut niveau de 2004 du rapport de la Commission mondiale sur la dimension sociale de la mondialisation intitulé « Une mondialisation juste : créer des opportunités pour tous<sup>11</sup> », en ce qui concerne le succès du Programme d'action,

*Prenant acte* du rapport du Secrétaire général<sup>12</sup>,

1. *Se déclare préoccupé* par la lenteur persistante de l'application du Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2001-2010<sup>9</sup>;

2. *Exhorte* les pays les moins avancés et leurs partenaires bilatéraux et multilatéraux de développement à accroître leurs efforts et à adopter rapidement des mesures afin de créer un environnement général favorable à l'application du Programme d'action et d'en atteindre les buts et objectifs dans les délais prévus;

3. *Réaffirme* qu'il est indispensable que les représentants des gouvernements des pays les moins avancés participent à l'évaluation annuelle du Programme d'action par le Conseil économique et social et, à cet égard, prie le Secrétaire général de prendre des mesures concrètes en vue d'appliquer intégralement la disposition du paragraphe 8 de la résolution 58/228 de l'Assemblée générale, en date du 23 décembre 2003;

4. *Lance un appel* au Secrétaire général, tout en insistant sur le rôle central du Conseil économique et social pour ce qui est de la coordination des mesures adoptées par le système des Nations Unies pour appliquer le Programme d'action, afin qu'il prenne des mesures appropriées pour renforcer l'efficacité et l'efficience du Bureau du Haut Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement pour lui permettre de s'acquitter de ses fonctions, conformément à la résolution 56/227 de l'Assemblée générale, en date du 24 décembre 2001;

5. *Réaffirme* que l'examen du Programme d'action et l'évaluation des résultats obtenus par les pays les moins avancés et leurs partenaires de développement dans la mise en œuvre de leurs divers engagements devraient être fondés sur les buts et objectifs énoncés dans le Programme d'action;

<sup>10</sup> Voir A/59/3 et Add.1, chap. III, par. 49. Le rapport du Conseil économique et social sera publié sous sa forme définitive dans les *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-neuvième session, Supplément n° 3* (A/59/3/Rev.1).

<sup>11</sup> A/59/98-E/2004/79, annexe.

<sup>12</sup> A/59/94-E/2004/77.

6. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter un rapport intérimaire annuel sur la mise en œuvre du Programme d'action qui soit plus analytique et davantage axé sur les résultats, en accordant plus d'importance aux résultats concrets et en indiquant les progrès réalisés dans son application, éventuellement sous forme de tableaux;

7. *Prie également* le Secrétaire général de veiller à ce que le rapport prenne en compte les questions de développement plus vastes et les mécanismes existant en matière d'établissement de rapports, afin d'éviter les doubles emplois.

53<sup>e</sup> séance plénière  
5 novembre 2004

## **2004/66**

### **Stratégie de transition sans heurt pour les pays retirés de la liste des pays les moins avancés**

*Le Conseil économique et social,*

*Recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution suivant :*

« *Rappelant* sa résolution 46/206 en date du 20 décembre 1991,

*Rappelant également* la décision 2004/299 du Conseil économique et social en date du 23 juillet 2004,

*Réaffirmant* les résolutions 2000/34, 2001/43, 2002/36 et 2004/3 du Conseil économique et social, en date respectivement des 28 juillet 2000, 24 octobre 2001, 26 juillet 2002 et 3 juin 2004,

*Prenant acte* du rapport du Secrétaire général sur l'élaboration d'une stratégie de transition sans heurt pour les pays qui sortent de la catégorie des pays les moins avancés<sup>13</sup>,

1. *Souligne de nouveau* la nécessité d'une transition sans heurt pour les pays qui ne figurent plus sur la liste des pays les moins avancés;

2. *Réitère* que le retrait d'un pays de la liste des pays les moins avancés ne doit pas se traduire par un bouleversement des plans, programmes et projets de développement;

3. *Décide* que le processus visant à assurer une transition sans heurt aux pays qui ne figurent plus sur la liste des pays les moins avancés devra être le suivant :

a) Lorsque le Comité des politiques de développement, lors de son examen triennal de la liste des pays les moins avancés, déterminera qu'un pays répond pour la première fois aux critères lui permettant d'être retiré de cette liste, il soumettra ses conclusions au Conseil économique et social;

b) Quand un pays aura répondu aux critères lui permettant d'être retiré de la liste pour la première fois, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies invitera le Secrétaire général de la CNUCED à établir un profil

---

<sup>13</sup> E/2004/94.



de vulnérabilité<sup>14</sup> du pays en question, comme indiqué à l'alinéa a) du paragraphe 3 ci-dessus, qui devra être pris en compte par le Comité des politiques de développement lors de son examen triennal ultérieur;

c) Lors de l'examen triennal ultérieur par le Comité des politiques de développement, mentionné à l'alinéa b) du paragraphe 3 ci-dessus, les conditions requises pour le retrait de la liste des pays les moins avancés seront examinées et si elles sont reconfirmées, le Comité présentera une recommandation, conformément aux procédures établies, au Conseil économique et social;

d) Le Conseil économique et social se prononcera, à son tour, sur la recommandation du Comité des politiques de développement à sa première session de fond suivant l'examen triennal du Comité et communiquera sa décision à l'Assemblée générale;

e) Le retrait prendra effet trois ans après que l'Assemblée générale aura décidé de prendre note de la recommandation du Comité tendant à retirer un pays de la liste des pays les moins avancés; au cours de cette période, le pays fera toujours partie du groupe des pays les moins avancés et conservera les avantages associés à l'appartenance à ce groupe;

4. *Invite* le pays concerné, en collaboration avec ses partenaires de développement et ses partenaires commerciaux bilatéraux et multilatéraux et avec le soutien du système des Nations Unies, à élaborer, au cours de la période de trois ans, une stratégie de transition lui permettant de s'adapter, sur une période correspondant à la situation du pays en matière de développement, à l'élimination progressive des avantages associés à son appartenance au groupe des pays les moins avancés et à arrêter les dispositions qui doivent être prises tant par lui que par ses partenaires de développement et ses partenaires commerciaux bilatéraux et multilatéraux à cette fin;

5. *Recommande* au pays concerné d'établir, en collaboration avec ses partenaires de développement et ses partenaires commerciaux bilatéraux et multilatéraux, un mécanisme consultatif destiné à faciliter l'élaboration d'une stratégie de transition et l'adoption des mesures s'y rapportant;

6. *Prie* l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement en sa qualité de Président du Groupe des Nations Unies pour le développement d'aider les pays qui ne figurent plus sur la liste des pays les moins avancés en fournissant, sur leur demande, l'appui du coordonnateur résident et de l'équipe de pays des Nations Unies au mécanisme consultatif;

7. *Demande instamment* à tous les partenaires de développement de soutenir la mise en œuvre de la stratégie de transition et d'éviter toute réduction brutale de l'aide publique au développement ou de l'assistance technique fournie au pays une fois que celui-ci ne figure plus sur la liste des pays les moins avancés;

8. *Invite* les partenaires de développement et les partenaires commerciaux à envisager d'accorder au pays concerné les préférences

<sup>14</sup> Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, 1999, Supplément n° 13 (E/1999/33)*, chap. III, par. 123.

commerciales qui lui étaient autrefois consenties du fait de son statut de pays le moins avancé, ou de les limiter de manière progressive afin d'éviter toute réduction brutale;

9. *Invite* tous les membres de l'Organisation mondiale du commerce à envisager d'accorder à un pays qui ne figure plus sur la liste, selon que de besoin, le traitement spécial et différencié et les dérogations dont bénéficient les pays les moins avancés sur une période adaptée à la situation du pays en matière de développement;

10. *Recommande* que l'on envisage de poursuivre la mise en œuvre des programmes d'assistance technique élaborés au titre du Cadre intégré pour l'assistance technique liée au commerce aux pays les moins avancés destinés au pays concerné sur une période adaptée à la situation du pays en matière de développement;

11. *Invite* le gouvernement du pays concerné à suivre de près, avec l'appui du mécanisme consultatif, la mise en œuvre de la stratégie de transition et à tenir le Secrétaire général régulièrement informé;

12. *Prie* le Comité des politiques de développement de continuer à suivre les progrès du pays concerné sur le plan du développement en vue de compléter son examen triennal de la liste des pays les moins avancés, avec l'assistance et l'appui d'autres entités compétentes, et de faire rapport au Conseil économique et social. »

*53<sup>e</sup> séance plénière  
5 novembre 2004*

## **2004/67**

### **Rapport du Comité des politiques de développement sur sa sixième session**

*Le Conseil économique et social,*

*Rappelant* sa décision 2004/299 du 23 juillet 2004 relative au rapport du Comité des politiques de développement,

*Tenant compte* de sa résolution 2004/66 du 5 novembre 2004 sur une stratégie de transition sans heurt pour les pays qui sont retirés de la liste des pays les moins avancés,

1. *Fait sienne* la recommandation du Comité des politiques de développement tendant à ce que le Cap-Vert et les Maldives sortent de la catégorie des pays les moins avancés, comme exposé dans son rapport sur les travaux de sa sixième session<sup>15</sup>;

---

<sup>15</sup> Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, 2004, Supplément n° 13 (E/2004/33)*, chap. I, par. 1.

2. *Recommande* que l'Assemblée générale prenne note de la recommandation du Comité des politiques de développement tendant à ce que le Cap-Vert et les Maldives sortent de la catégorie des pays les moins avancés.

53<sup>e</sup> séance plénière  
5 novembre 2004

## 2004/68

### Science et technique au service du développement

#### I. Mettre les applications de la science et de la technique au service des objectifs de développement énoncés dans la Déclaration du Millénaire

*Le Conseil économique et social,*

*Accueillant avec satisfaction* le travail de la Commission de la science et de la technique au service du développement sur le thème « Mettre les applications de la science et de la technique au service des objectifs de développement énoncés dans la Déclaration du Millénaire », et prenant note des conclusions qui en sont issues, notamment les suivantes :

1. La plupart des pays en développement ont peu de chances d'atteindre les objectifs de développement convenus sur le plan international, notamment ceux énoncés dans la Déclaration du Millénaire<sup>16</sup>, en l'absence d'une volonté politique claire de donner la priorité absolue à la science et à la technique dans leur programme de développement;

2. Bien des pays en développement manquent de bases scientifiques et techniques solides. Dans un grand nombre de ces pays, les institutions scientifiques et techniques et les systèmes nationaux d'innovation sont fragmentés et mal coordonnés et il y a peu de liens entre eux et le secteur privé. Il faut examiner et analyser d'urgence les politiques nationales en matière de science, de technique et d'innovation et les cadres institutionnels et juridiques, notamment les organes et mécanismes consultatifs, pour veiller à ce qu'ils servent réellement les besoins du développement;

3. L'absence d'une base scientifique et technique solide résulte non seulement de l'insuffisance des ressources humaines et financières, mais aussi d'une méconnaissance du rôle critique de la science et de la technique dans le développement, ainsi que du manque de cohérence des méthodes adoptées pour établir cette base et des politiques suivies pour répondre aux besoins nationaux et disposer des ressources humaines et en capital nécessaires;

4. Afin d'atteindre les objectifs de développement convenus sur le plan international, notamment ceux énoncés dans la Déclaration du Millénaire, les pays en développement doivent avoir accès aux techniques nouvelles et en gestation, ce qui exige un transfert de techniques, une coopération technique et la constitution et la promotion de capacités scientifiques et techniques propres à leur permettre de participer au développement de ces techniques et à leur adaptation à la situation locale;

<sup>16</sup> Voir résolution 55/2 de l'Assemblée générale.

5. La promotion du développement et des applications des techniques nouvelles et en gestation, plus particulièrement de la biotechnologie et des technologies de l'information et des communications ainsi que des techniques biomédicales et environnementales, augmentera les chances d'atteindre les objectifs de développement convenus sur le plan international, notamment ceux énoncés dans la Déclaration du Millénaire tout en réduisant le coût des activités menées à cette fin;

6. La constitution de partenariats université/pouvoirs publics/industrie et de réseaux est essentielle pour créer des capacités scientifiques et techniques et encourager l'adoption de stratégies et les progrès dans ce domaine. Les parcs scientifiques et techniques, les pépinières d'entreprises et les organismes d'appui à l'innovation sont des mécanismes efficaces de promotion des partenariats université/pouvoirs publics/industrie et de l'entrepreneuriat;

7. L'écart actuel entre le Nord et le Sud pour ce qui est de la création et de l'application des techniques nouvelles et en gestation et de leur contribution au développement économique et social constitue un « fossé technique » qui doit être comblé pour que les pays en développement puissent participer réellement à une société mondiale du savoir qui ne fait pas d'exclus;

8. Les États doivent investir dans des universités et des organismes de recherche financés par des fonds publics pour améliorer l'infrastructure et la qualité de l'éducation et mettre en valeur les ressources humaines. Afin d'accroître les effets des investissements, les pouvoirs publics devraient envisager de lier le financement des universités aux résultats qu'elles obtiennent en matière d'enseignement et de recherche;

9. En dépit des efforts de divers organismes de développement, la pauvreté continue de sévir dans de nombreuses régions du monde. Il faut coordonner les programmes de coopération technique et suivre les progrès réalisés pour assurer la cohérence des politiques et améliorer la situation économique et sociale des pauvres;

10. Les dernières années ont été marquées par une augmentation rapide du nombre de projets ouverts et en collaboration visant à créer des biens publics. Ces projets sont extrêmement importants en ce qu'ils influent sur la capacité des pays d'atteindre les objectifs de développement énoncés dans la Déclaration du Millénaire;

*Décide* de faire les recommandations ci-après aux gouvernements et à la Commission de la science et de la technique au service du développement, pour examen :

- a) Les gouvernements sont encouragés à prendre les mesures suivantes :
  - i) Manifester leur volonté politique en portant les dépenses de recherche-développement dans les domaines scientifique et technique à au moins 1 % du produit intérieur brut et encourager la recherche-développement, l'ingénierie et le travail de conception technique, notamment dans les domaines qui exigent l'assimilation des connaissances existantes sur les moyens de répondre aux besoins du développement national;
  - ii) Établir des organes consultatifs nationaux ou les renforcer, et les relier plus étroitement pour qu'ils fournissent systématiquement et de manière

institutionnelle des conseils scientifiques et techniques aux diverses branches du gouvernement chargées de coordonner et de mettre en œuvre les stratégies de développement;

iii) Adopter des mesures d'incitation fiscale et autre pour encourager la recherche-développement dans le secteur privé et les projets conjoints entre sociétés privées et organismes publics de recherche-développement;

iv) Renforcer les universités et les organismes de recherche, développer des centres d'excellence dans les domaines de la science et de la technique et les encourager à contribuer au développement national;

v) Accroître l'investissement dans l'enseignement scientifique et technique, notamment aux niveaux tertiaire et professionnel, et adopter des mesures concrètes pour que les filles et les femmes soient plus nombreuses dans les disciplines scientifiques et d'ingénierie et pour qu'elles soient présentes dans les domaines scientifique et technique, notamment à des postes de responsabilité;

vi) Adopter des mesures spéciales pour attirer et retenir les jeunes scientifiques et techniciens de talent, nouer des liens étroits avec les scientifiques et les ingénieurs expatriés et les encourager à participer au développement national;

vii) Diffuser et commercialiser plus largement la technique en encourageant les initiatives faisant appel au capital à risque et autres formes d'intermédiaires financiers appuyant l'innovation publique et privée, et créer des organismes de facilitation, comme des parcs scientifiques et des pépinières de techniques;

viii) Étudier la manière dont les projets de développement ouverts pourraient renforcer l'infrastructure scientifique et technique;

ix) Sensibiliser le public à l'importance de la science et de la technique dans le développement et, en particulier, aux avantages, aux possibilités et aux risques liés aux techniques nouvelles et en gestation;

b) La Commission de la science et de la technique au service du développement, dans les limites des ressources existantes et dans le cadre de ses fonctions de coordination des activités scientifiques et techniques du système des Nations Unies, est invitée à :

i) Nouer des liens avec les organismes scientifiques et techniques nationaux dans chaque pays, pour promouvoir la constitution de réseaux, mettre en commun les expériences nationales, faciliter l'échange d'informations et accroître l'efficacité de ses travaux. À ce propos, la Commission est invitée à mettre en place un réseau international d'instituts scientifiques et techniques, englobant des commissions scientifiques et techniques nationales et d'autres parties prenantes au développement, comme les centres internationaux de recherche du système de Trieste. Cette nouvelle association se réunirait chaque année en marge des sessions ordinaires de la Commission;

ii) Créer, en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement et d'autres organismes qui s'emploient à mettre la science, la technique et l'innovation au service de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, des mécanismes permettant d'examiner,

d'évaluer et d'analyser en permanence les stratégies nationales mises en œuvre pour atteindre les objectifs de développement convenus sur le plan international, notamment ceux énoncés dans la Déclaration du Millénaire de manière à veiller à ce que la science et la technique y jouent un rôle central; à cette fin, la Commission est invitée à examiner la faisabilité de la mise au point d'un outil fiable pour suivre le déroulement des activités et mesurer les progrès accomplis;

iii) Étudier la possibilité de prendre de nouvelles initiatives associant des partenaires de développement importants, tels que le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique<sup>17</sup>, afin de renforcer la collaboration Sud-Sud et Nord-Sud dans les domaines de la science et de la technique;

iv) Étudier la faisabilité d'établir et de produire chaque année un rapport mondial sur la technique et le développement qui contiendrait des indicateurs et des repères permettant de mesurer les résultats obtenus, un examen des nouvelles techniques et des politiques connexes, un exposé des pratiques optimales et des études de cas sur les applications de la science et de la technique au service de la réalisation des objectifs de développement convenus sur le plan international, notamment ceux énoncés dans la Déclaration du Millénaire;

v) Dans le cadre du Réseau pour la science et la technique au service du développement<sup>18</sup>, donner aux pays en développement la possibilité d'échanger des informations sur les résultats obtenus et les enseignements tirés de l'action qu'ils ont menée au niveau national pour que la science et la technique répondent aux besoins du développement;

vi) Agir étroitement avec le Groupe d'étude des technologies de l'information et des communications de l'Organisation des Nations Unies, l'Union internationale des télécommunications et les commissions régionales pour aider les pays en développement à mettre en œuvre des plans d'action nationaux à l'appui de la réalisation des objectifs énoncés dans la Déclaration de principes<sup>19</sup> et le Plan d'action<sup>20</sup> adoptés le 12 décembre 2003 par le Sommet mondial sur la société de l'information à l'occasion de la première phase, qui s'est tenue à Genève, et contribuer à la préparation de la deuxième phase qui aura lieu à Tunis en novembre 2005.

## II. Nouveaux thèmes de fond et autres activités

*Le Conseil économique et social,*

*Fait sienne* la décision suivante adoptée par la Commission de la science et de la technique au service du développement à sa septième session :

La Commission de la science et de la technique au service du développement, sachant que la réalisation des objectifs de développement énoncés dans la Déclaration du Millénaire implique une réorientation importante des politiques en matière de science, de technique et d'innovation pour veiller à ce qu'elles servent les besoins du développement, notamment la réduction de la pauvreté, sachant

<sup>17</sup> A/57/304, annexe.

<sup>18</sup> <<http://www.unctad.org/stdev>>.

<sup>19</sup> Voir A/C.2/59/3, annexe, chap. I, sect. A.

<sup>20</sup> Voir A/C.2/59/3, annexe, chap. I, sect. B.

également que des organes consultatifs nationaux sont essentiels pour fournir systématiquement et de manière institutionnelle des conseils scientifiques et techniques au pouvoir exécutif et aux autres branches du Gouvernement chargées de la coordination et de la mise en œuvre de stratégies de développement, et prenant note du Plan d'action<sup>19</sup> et de la Déclaration de principes<sup>18</sup> adoptés, le 12 décembre 2003, par le Sommet mondial sur la société de l'information, à l'occasion de la première phase qui s'est tenue à Genève, décide de retenir comme thème de fond pour la période intersessions 2004-2005 « La promotion de la science et de la technique, la fourniture de conseils scientifiques et techniques et les applications de la science et de la technique au service des objectifs de développement fixés au niveau international et énoncés dans la Déclaration du Millénaire », et considère que l'accent devrait être mis sur au moins trois domaines clefs : l'interaction mutuelle et l'interdépendance de l'enseignement scientifique et technique et de la recherche-développement, la mise en place d'infrastructures en tant que fondements du développement scientifique et technique, et la promotion d'activités lucratives dans le cadre du développement général et de celui des entreprises, en particulier au moyen des techniques existantes et nouvelles, notamment des techniques de l'information et des communications et de la biotechnologie.

*53<sup>e</sup> séance plénière  
5 novembre 2004*

## **2004/69**

### **Comité d'experts de la coopération internationale en matière fiscale**

*Le Conseil économique et social,*

*Rappelant* la résolution 58/230 de l'Assemblée générale en date du 23 décembre 2003, par laquelle l'Assemblée a prié le Conseil économique et social, lorsqu'il examinera le rapport du Groupe spécial d'experts de la coopération en matière fiscale, à l'occasion de sa prochaine session de fond, d'examiner le cadre institutionnel de cette coopération,

*Réaffirmant* ses résolutions 1273 (XLIII) du 4 août 1967, 1980/13 du 28 avril 1980 et 1982/45 du 27 juillet 1982,

*Prenant note* du rapport du Secrétaire général sur la onzième réunion du Groupe spécial d'experts de la coopération en matière fiscale<sup>21</sup>,

*Prenant acte* de l'appel lancé dans le Consensus de Monterrey, adopté par la Conférence internationale sur le financement du développement<sup>22</sup> en faveur du renforcement de la coopération internationale en matière fiscale, par un dialogue plus poussé entre les autorités fiscales nationales et une plus grande coordination des travaux des organes multilatéraux intéressés et des organisations régionales

<sup>21</sup> E/2004/51.

<sup>22</sup> *Rapport de la Conférence internationale sur le financement du développement, Monterrey (Mexique), 18-22 mars 2002* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.02.II.A.7), chap. I, résolution 1, annexe.

compétentes, en accordant une attention particulière aux besoins des pays en développement et des pays en transition<sup>23</sup>,

*Prenant note* du rapport du Secrétaire général sur l'application et le suivi des engagements pris et des accords convenus à la Conférence internationale sur le financement du développement<sup>24</sup> et des recommandations qui y figurent,

*Conscient* de la nécessité d'un dialogue sans exclusive, largement ouvert et participatif sur la coopération internationale en matière fiscale,

*Prenant note* des activités menées dans les organes multilatéraux concernés et les organisations régionales compétentes, notamment le dialogue fiscal international,

*Décide* que :

a) Le Groupe spécial d'experts de la coopération en matière fiscale sera rebaptisé Comité d'experts de la coopération internationale en matière fiscale;

b) Le Comité se composera de 25 membres désignés par les gouvernements et agissant en leur qualité d'experts, qui travaillent dans les domaines de la politique et de l'administration fiscales et seront choisis de manière à tenir compte d'une répartition géographique équitable, représentant différents systèmes fiscaux. Les membres seront nommés par le Secrétaire général pour un mandat de quatre ans, après notification du Conseil économique et social;

c) À compter de 2005, le Comité se réunira chaque année à Genève pendant cinq jours au maximum, dans les limites des ressources disponibles;

d) Le Comité :

i) Garde à l'examen et met à jour, selon que de besoin, le *Modèle de Convention des Nations Unies concernant les doubles impositions entre pays développés et pays en développement*<sup>25</sup> et le *Manuel de négociation des conventions fiscales bilatérales entre pays développés et pays en développement*<sup>26</sup>;

ii) Sert de cadre au dialogue en vue de renforcer et de promouvoir la coopération internationale en matière fiscale entre autorités fiscales nationales;

iii) Examine la façon dont les questions nouvelles et d'actualité pourraient toucher la coopération internationale en matière fiscale et procède à des évaluations, présente des observations et formule des recommandations appropriées;

iv) Formule des recommandations sur le renforcement des capacités et l'apport d'une assistance technique aux pays en développement et pays en transition;

---

<sup>23</sup> Ibid., par. 64.

<sup>24</sup> A/58/216.

<sup>25</sup> Édition la plus récente : publication des Nations Unies, numéro de vente : F.01.XVI.2.

<sup>26</sup> Édition la plus récente : ST/ESA/PAD/SER.E/37. Document disponible à l'adresse suivante : <<http://unpan1.un.org/intradoc/groups/public/documents/un/unpan008579.pdf>>. Édition précédente : publication des Nations Unies, numéro de vente : F.79.XVI.3.



- v) Prête une attention particulière aux pays en développement et aux pays en transition lorsqu'il traite de toutes les questions susmentionnées;
- e) Le Comité présentera son rapport au Conseil économique et social à sa session de fond de juillet 2005, pour examen au titre du point de l'ordre du jour intitulé « Coopération internationale en matière fiscale »;
- f) Le service du Comité est assuré par une petite équipe technique qui, dans les limites des ressources disponibles, l'aide notamment à recueillir et à diffuser des informations sur les politiques et pratiques fiscales, en collaboration avec les organes multilatéraux concernés et les organisations internationales compétentes.

*54<sup>e</sup> séance plénière  
11 novembre 2004*

## **Décisions**

### **2004/201 F**

#### **Élections aux organes subsidiaires du Conseil économique et social et aux organes apparentés**

À sa 52<sup>e</sup> séance plénière, le 16 septembre 2004, le Conseil économique et social a pris les décisions suivantes au sujet des sièges vacants dans ses organes subsidiaires et organes apparentés :

##### **Commission de la population et du développement**

Le Conseil a élu la **Thaïlande** à un siège auquel l'élection avait été différée, pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et venant à expiration le 31 décembre 2005.

Le Conseil a de nouveau reporté l'élection d'un membre à choisir parmi les États d'Amérique latine et des Caraïbes pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et venant à expiration le 31 décembre 2004, d'un membre à choisir parmi les États d'Asie pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et venant à expiration le 31 décembre 2005 et d'un membre à choisir parmi les États d'Amérique latine et des Caraïbes pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et venant à expiration le 31 décembre 2007.

##### **Instance permanente sur les questions autochtones**

Le Conseil a élu Liliane **Muzangi Mbela** (République démocratique du Congo) pour un mandat de trois ans prenant effet le 1<sup>er</sup> janvier 2005 pour pourvoir le poste devenu vacant à la suite du décès de Njuma **Ekundanayo** (République démocratique du Congo).

##### **Groupe de travail intergouvernemental d'experts des normes internationales de comptabilité et de publication**

Le Conseil a élu l'**Argentine** à un siège auquel l'élection avait été différée, pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et venant à expiration le 31 décembre 2006.

Le Conseil a reporté l'élection d'un membre à choisir parmi les États d'Asie, de deux membres à choisir parmi les États d'Amérique latine et des Caraïbes et de trois membres à choisir parmi les États d'Europe occidentale et autres États pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et venant à expiration le 31 décembre 2005.

**2004/318****Document examiné par le Conseil économique et social au titre de la coordination, du programme et de questions diverses**

À sa 52<sup>e</sup> séance plénière, le 16 septembre 2004, le Conseil économique et social a pris note du rapport du Comité du programme et de la coordination sur les travaux de sa quarante-quatrième session<sup>27</sup>.

**2004/319****Charte des droits et devoirs économiques des États**

À sa 52<sup>e</sup> séance plénière, le 16 septembre 2004, le Conseil économique et social a pris note du rapport du Secrétaire général sur l'application de la Charte des droits et devoirs économiques des États<sup>28</sup> et décidé de confier à l'Assemblée générale le soin de prendre une décision à ce sujet à sa cinquante-neuvième session.

**2004/320****Lieu et dates de la vingt-troisième session de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale**

À sa 53<sup>e</sup> séance plénière, le 5 novembre 2004, le Conseil économique et social a décidé d'approuver la demande de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale tendant à accepter l'offre par laquelle le Gouvernement de la République arabe syrienne proposait d'accueillir la vingt-troisième session de la Commission à Damas pendant une période de trois ou quatre jours en avril-mai 2005.

**2004/321****Dates et ordre du jour provisoire de la session ordinaire de 2005 et de la reprise de la session ordinaire de 2005 du Comité chargé des organisations non gouvernementales**

À sa 53<sup>e</sup> séance plénière, le 5 novembre 2004, le Conseil économique et social :

a) A décidé que la session ordinaire de 2005 du Comité chargé des organisations non gouvernementales se tiendrait du 5 au 18 janvier 2005 et que la reprise de sa session de 2005 aurait lieu du 9 au 20 mai 2005, étant entendu que les services de conférence pour une période de cinq jours (5 au 7 janvier et 10 et 11 janvier 2005) seraient fournis en fonction des disponibilités;

b) A approuvé l'ordre du jour provisoire de la session de 2005 du Comité tel qu'il figure ci-après :

<sup>27</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-neuvième session, Supplément n° 16 (A/59/16).

<sup>28</sup> A/59/99-E/2004/83.

## **Ordre du jour provisoire de la session ordinaire de 2005 du Comité chargé des organisations non gouvernementales**

1. Élection du Bureau.
2. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation.
3. Demandes d'admission au statut consultatif et demandes de reclassement reçues d'organisations non gouvernementales :
  - a) Demandes d'admission au statut consultatif et demandes de reclassement dont le Comité a décidé de reporter l'examen lors de sa session précédente;
  - b) Nouvelles demandes d'admission au statut consultatif et nouvelles demandes de reclassement.
4. Rapports quadriennaux présentés par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif général et spécial auprès du Conseil :
  - a) Rapports quadriennaux présentés par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif général et spécial auprès du Conseil dont l'examen a été reporté;
  - b) Examen des rapports quadriennaux présentés par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif général et spécial auprès du Conseil.
5. Renforcement de la Section des organisations non gouvernementales du Secrétariat.
6. Examen des méthodes de travail du Comité : application de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social, y compris le processus d'accréditation des représentants des organisations non gouvernementales, et de la décision 1995/304 :
  - a) Processus d'accréditation des représentants des organisations non gouvernementales;
  - b) Examen des questions inscrites à l'ordre du jour du groupe de travail officieux;
  - c) Questions connexes.
7. Application de la décision 2001/295 du Conseil économique et social.
8. Examen des rapports spéciaux.
9. Fonds général de contributions volontaires à l'appui des activités du Réseau régional informel ONU-ONG.
10. Ordre du jour provisoire de la session de 2006 du Comité.
11. Adoption du rapport du Comité.

**2004/322****Groupe consultatif ad hoc sur Haïti**

À sa 54<sup>e</sup> séance plénière, le 11 novembre 2004, le Conseil économique et social, rappelant sa résolution 2004/52 du 23 juillet 2004 sur le programme à long terme d'aide à Haïti, et en vue de réactiver le Groupe consultatif ad hoc sur Haïti, a décidé :

a) Que les Représentants permanents du Bénin, du Brésil, du Canada, du Chili, de l'Espagne, d'Haïti et de la Trinité-et-Tobago auprès de l'Organisation des Nations Unies seraient nommés membres du Groupe consultatif ad hoc sur Haïti;

b) Que le Groupe consultatif ad hoc sur Haïti inviterait à participer à ses travaux le Président du Conseil économique et social et le Représentant spécial du Secrétaire général en Haïti, en sa qualité de président du groupe restreint;

c) Que le Groupe consultatif ad hoc sur Haïti suivrait la situation de près et formulerait des conseils concernant la stratégie de développement à long terme visant à promouvoir le redressement socioéconomique et la stabilité d'Haïti en accordant une attention particulière à la nécessité d'assurer un appui international cohérent et durable à Haïti, en tenant compte des priorités de développement national à long terme, en faisant fond sur le cadre de coopération intérimaire et en soulignant la nécessité d'éviter les doubles emplois avec les mécanismes existants;

d) Que le Groupe consultatif ad hoc sur Haïti collaborerait avec les États Membres, le groupe restreint, le Conseil de sécurité, les organes, organismes et institutions spécialisées du système des Nations Unies et, en particulier, le Programme des Nations Unies pour le développement, les institutions de Bretton Woods, les organisations et les institutions régionales, y compris l'Organisation des États américains et la Communauté des Caraïbes, la Banque interaméricaine de développement et d'autres parties prenantes importantes;

e) Qu'il prierait le Groupe consultatif ad hoc sur Haïti de lui présenter, à sa session de fond de 2005, un rapport sur ses travaux, accompagné de recommandations, s'il l'estimait nécessaire.

**2004/323****Coopération régionale**

À sa 54<sup>e</sup> séance plénière, le 11 novembre 2004, le Conseil économique et social, rappelant la résolution 57/270 B de l'Assemblée générale en date du 23 juin 2003 et la résolution 1998/46, annexe III, du Conseil en date du 31 juillet 1998 :

a) A décidé de tenir des consultations avec les secrétaires exécutifs des commissions régionales immédiatement après le débat de haut niveau de sa session de fond, et prié le Secrétariat de veiller à ce qu'il soit tenu compte de la présente décision dans le programme de travail de la session de fond de 2005 du Conseil;

b) A décidé également d'évaluer en 2008 la suite donnée à la présente décision, compte tenu de sa résolution 1998/46, annexe III, et de la résolution 57/270 B de l'Assemblée générale.

**2004/324**

**Mise en œuvre des résolutions concernant la participation des membres associés de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes aux activités de suivi des conférences mondiales des Nations Unies et aux travaux du Conseil économique et social**

À sa 54<sup>e</sup> séance plénière, le 11 novembre 2004, le Conseil économique et social a décidé de reporter à sa session d'organisation, en janvier 2005, l'examen du projet de résolution III intitulé « Mise en œuvre des résolutions concernant la participation des membres associés de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes aux activités de suivi des conférences mondiales des Nations Unies et aux travaux du Conseil économique et social »<sup>29</sup>, qui avait été approuvé par la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes à sa trentième session en vue de son adoption par le Conseil.

**2004/325**

**Recommandations du Comité d'experts de l'administration publique**

À sa 54<sup>e</sup> séance plénière, le 11 novembre 2004, le Conseil économique et social a décidé de reporter à sa session d'organisation, en janvier 2005, l'examen des recommandations exposées dans le rapport du Comité d'experts de l'administration publique sur les travaux de sa troisième session<sup>30</sup>.

---

<sup>29</sup> Voir E/2004/15/Add.2.

<sup>30</sup> *Documents officiels du Conseil économique et social, 2004, Supplément n° 44 (E/2004/44).*